



COLLECTIVITÉS LOCALES

Regard financier sur les petites villes (3 000 à 20 000 habitants)



Juillet 2015

Méthodologie

Sources :

Toutes les données de ce document reposent sur des estimations de la Direction des études de La Banque Postale Collectivités Locales réalisées à partir de données issues de **la Direction Générale des Finances Publiques - DGFIP** (exercices 2011, 2012 et 2013), de **l'Insee** (population légale des communes en vigueur au 1^{er} janvier 2014), de **la Direction Générale des Collectivités Locales - DGCL** (fichier DGF 2014 : montants des dotations 2014, effort fiscal et effort fiscal moyen de la strate, revenu imposable au titre de l'année 2011 - correspond au revenu fiscal de référence des foyers fiscaux).

Périmètre :

Sauf mention contraire, les données portent sur les budgets principaux des petites villes de 3 000 à 20 000 habitants hors Mayotte. En 2014, elles sont 3 102 (dont 3 040 en métropole) et représentent 20,5 millions d'habitants, soit 31 % de la population nationale.

CC à 4 taxes : communauté de communes à 4 taxes et fiscalité professionnelle de zone

CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique

CA ou SAN : communauté d'agglomération ou syndicat d'agglomération nouvelle

CU ou Mét. : communauté urbaine ou métropole

Communes isolées : communes n'appartenant pas à un groupement à fiscalité propre au 1^{er} janvier 2013

Contacts

APVF : www.apvf.asso.fr

Laurence Tartour – 01 45 44 00 83 – ltartour@apvf.asso.fr

La Banque Postale Collectivités Locales :

<https://www.labanquepostale.fr/groupe/etudes-publications-lbp/finances-locales.html>

Direction des études – etudes-secteurlocal@labanquepostale.fr

Avertissement

Les données figurant dans le présent document sont fournies à titre indicatif et ne constituent pas un engagement de La Banque Postale Collectivités Locales et de l'APVF. Ce document est fourni à titre informatif.

Sommaire

État des lieux des finances des petites villes	3
Disparités de situations et analyse financière en 2013	5
Le défi du maintien des capacités d'autofinancement de 2015 à 2017	7
1. Simulation des recettes de fonctionnement	7
2. Conséquences et anticipations sur les dépenses de fonctionnement	8
3. Résultats croisés des deux critères et conséquences sur les niveaux d'épargne brute	10

État des lieux des finances des petites villes

Compte simplifié - Section de fonctionnement

En milliards d'euros	2011	12/11	2012	13/12	2013	14/13	2014 e
Recettes courantes	24,4	+1,6%	24,8	+1,5%	25,2	+0,6%	25,3
Recettes fiscales y.c attribution de compensation	14,7	+3,0%	15,1	+2,5%	15,5		
Dotations et participations	6,4	-0,9%	6,3	-1,4%	6,3		
Autres recettes courantes	3,4	+0,2%	3,4	+2,1%	3,4		
Dépenses de fonctionnement	19,8	+2,9%	20,3	+2,8%	20,9	+2,3%	21,4
Dépenses de personnel	10,6	+2,9%	10,9	+2,9%	11,2		
Charges à caractère général	5,3	+3,1%	5,5	+3,5%	5,7		
Charges financières	0,6	+3,0%	0,7	-0,2%	0,7		
Autres dépenses de fonctionnement	3,2	+2,3%	3,3	+2,1%	3,4		
Épargne brute	4,7	-4,0%	4,5	-4,6%	4,3	-7,3%	4,0

Champ : France entière hors Mayotte (3 102 communes)

e: estimations

Les **recettes de fonctionnement** des petites villes s'établiraient en 2014 à 25,3 milliards d'euros. Les petites villes, à l'instar de l'ensemble des communes, présenteraient un net ralentissement de croissance de leurs recettes de fonctionnement sur la fin du mandat 2008-2014 : + 0,6 % en 2014, après + 1,5 % en 2013 et + 1,6 % en 2012.

Ceci s'explique d'une part, par une décélération sur les trois dernières années des **recettes fiscales** (plus de 60 % des recettes de fonctionnement – y compris attribution de compensation) : + 3,0 % en 2012, + 2,5 % en 2013 et + 1,9 % en 2014.

La croissance limitée observée sur la dernière année est le reflet d'une faible utilisation du levier fiscal liée notamment au contexte électoral.

D'autre part, les **dotations et participations** (environ 25 % des recettes de fonctionnement) connaissent des baisses qui s'accroissent sur la période récente.

Les dotations versées par l'État, gelées depuis 2011, enregistrent une diminution en 2014, inscrite dans le Pacte de confiance et de responsabilité de juillet 2013, qui associe les collectivités à la contribution au redressement des finances publiques.

Les petites villes y participent à hauteur de 178 millions d'euros. Cependant, une progression des mécanismes de péréquation verticale (dotation de solidarité urbaine, rurale et dotation nationale de péréquation) a permis de limiter l'impact des baisses de la dotation globale de fonctionnement pour certaines collectivités.

Parallèlement, les petites villes ont connu une baisse de leurs autres dotations, composées notamment des participations reçues, qui a également contribué à une diminution globale du poste « dotations et participations » sur la période 2011-2014 (- 530 millions en 3 ans).

Au global, l'impact sur les recettes de fonctionnement se ferait ressentir, avec une quasi-stabilité en 2014 (+ 0,6 %).

Côté **dépenses de fonctionnement**, un net ralentissement de croissance serait observé entre 2011 et 2014, résultat des décisions prises par les collectivités sur l'ensemble des postes (frais de personnel et achats notamment) pour limiter la progression de leurs dépenses.

Ces dépenses, qui s'élèveraient à 21,4 milliards d'euros, seraient toutefois plus dynamiques que les recettes, passant de + 2,9 % en 2012, à + 2,8 % en 2013 et + 2,3 % en 2014.

Ainsi, compte tenu des masses en jeu, l'écart de croissance entre les dépenses et les recettes de fonctionnement (1,7 point en 2014), conduit le solde, l'épargne brute, à diminuer de plus en plus fortement, de - 4,0 % en 2012 à - 4,6 % en 2013 et - 7,3 % en 2014, pour s'établir à 4 milliards d'euros.

Compte simplifié - Financement de l'investissement

En milliards d'euros	2011	12/11	2012	13/12	2013	14/13	2014 e
Dépenses d'investissement hors dette	6,7	+4,7%	7,0	+10,3%	7,7	-16,4%	6,5
Financement des investissements							
Épargne brute	4,7	-4,0%	4,5	-4,6%	4,3	-7,3%	4,0
Recettes d'investissement hors emprunt	2,7	-6,2%	2,6	+3,0%	2,7	-0,3%	2,7
Flux net de dette	0,1		0,3		0,1		-0,2
Variation du fonds de roulement	+0,8		+0,4		-0,6		-0,1
Encours de dette au 31/12	17,9	+2,1%	18,3	+0,8%	18,5	-1,1%	18,3

e: estimations

L'autofinancement que les petites villes ont dégagé, c'est-à-dire l'épargne brute associée aux recettes d'investissement, a permis d'assurer l'essentiel du financement des investissements, et ainsi de maintenir un rythme important en 2012 et 2013 : + 4,7 % en 2012 et + 10,3 % en 2013, illustrant également l'achèvement des projets en fin de mandat. Les petites villes ont eu recours à l'endettement (emprunts moins remboursements) sur cette période (+ 600 millions d'euros), faisant progresser le stock, l'encours de dette, de + 1,5 % en moyenne par an.

Pour 2014, année des élections municipales, **les dépenses d'investissement** s'inscriraient en baisse, comme c'est traditionnellement le cas, mais la diminution serait particulièrement prononcée en raison des contraintes sur l'autofinancement, - 16,4 %, soit - 1,3 milliard d'euros de moins qu'en 2013.

Le flux net de dette serait négatif sur cette dernière année (- 200 millions d'euros) conduisant à un **encours de dette** de 18,3 milliards d'euros à fin 2014.



Derrière ces informations d'ensemble, il existe de fortes disparités entre collectivités qu'il est nécessaire d'analyser pour disposer d'une vision plus complète de la situation financière des petites villes de France.

Disparités de situations et analyse financière en 2013

Les dépenses hors remboursement de la dette des petites villes s'élèvent à 28,6 milliards d'euros en 2013 pour les seuls budgets principaux, soit 35 % de la dépense communale totale. Ce volume d'intervention représente une moyenne de 1 394 euros par habitant qui croît avec la taille de la ville (de 1 216 euros pour une commune de 3 000 à 5 000 habitants à 1 548 euros pour une commune de 10 000 à 20 000 habitants). Cette corrélation positive entre la taille de la collectivité et le budget par habitant est principalement liée aux charges de fonctionnement qui augmentent avec la taille (services à la population, charges de centralité, impact des équipements existant sur la commune...)

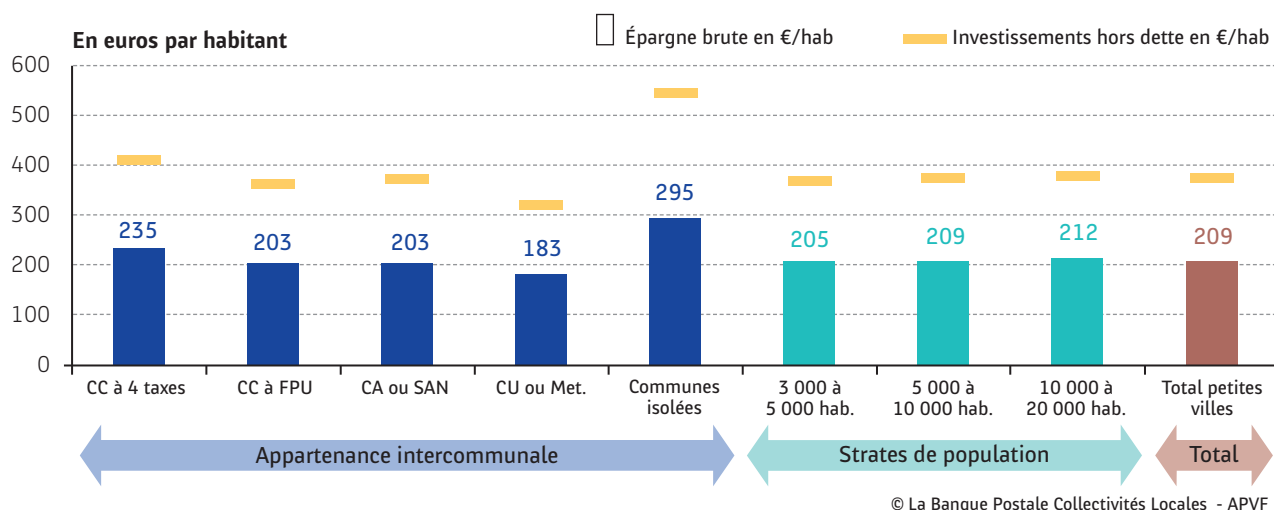
Les dépenses de fonctionnement représentent près des trois quarts du budget moyen d'une petite ville.

Les recettes courantes des petites villes sont composées à hauteur de 61,5 % de ressources de nature fiscale (15,5 milliards d'euros y compris l'attribution de compensation). L'autre composante importante, les dotations et participations reçues (25 % des recettes), représente 6,3 milliards d'euros, dont 4,6 milliards de dotation globale de fonctionnement.

Cette décomposition varie en fonction de l'appartenance intercommunale de la ville : pour les petites villes appartenant à une communauté de communes à 4 taxes, les recettes fiscales représentent en moyenne 57 % des ressources, et les dotations et participations 29 %. Pour une collectivité appartenant à une communauté urbaine ou métropole, ces proportions passent respectivement à 65 % et 22 %.

Les petites villes dégagent un volume d'**épargne brute** (excédent des recettes sur les dépenses de fonctionnement) de 4,3 milliards d'euros, soit 209 euros par habitant. Cette moyenne masque cependant des situations variées : 1 commune sur 4 est en deçà de 120 euros par habitant et 1 sur 4 est au-delà de 255 euros par habitant. Ces disparités résultent des différences de moyens et de charges, mais aussi de besoins : l'épargne est en effet le premier moyen de financement de la section d'investissement (remboursement de la dette et équipement). Or, les niveaux de dépenses d'investissement varient fortement d'une commune à l'autre, notamment en fonction du niveau d'équipement existant et des compétences restant à la charge de la commune. Ainsi, l'épargne brute des communes appartenant à une communauté urbaine est plus faible de 22 % en moyenne à celle des communes appartenant à une communauté de communes à 4 taxes.

Niveaux d'épargne brute et d'investissement (hors remboursement de la dette) des petites villes en 2013



Les dépenses d'investissement s'élèvent pour l'ensemble des petites villes à 7,7 milliards d'euros, soit 375 euros par habitant. Comme évoqué, cette moyenne cache, individuellement, des niveaux parfois très éloignés (1 commune sur 4 est en deçà de 207 euros par habitant, et 1 sur 4 au-delà de 469 euros par habitant), reflet des disparités de moyens, des calendriers divergents entre territoires en matière de développement des équipements et du type de compétences exercées en fonction de l'appartenance intercommunale. Ainsi, les communes appartenant à une communauté urbaine investissent en moyenne 90 euros par habitant de moins que celles appartenant à une communauté de communes à 4 taxes ou 51 euros de moins que celles appartenant à une communauté d'agglomération.

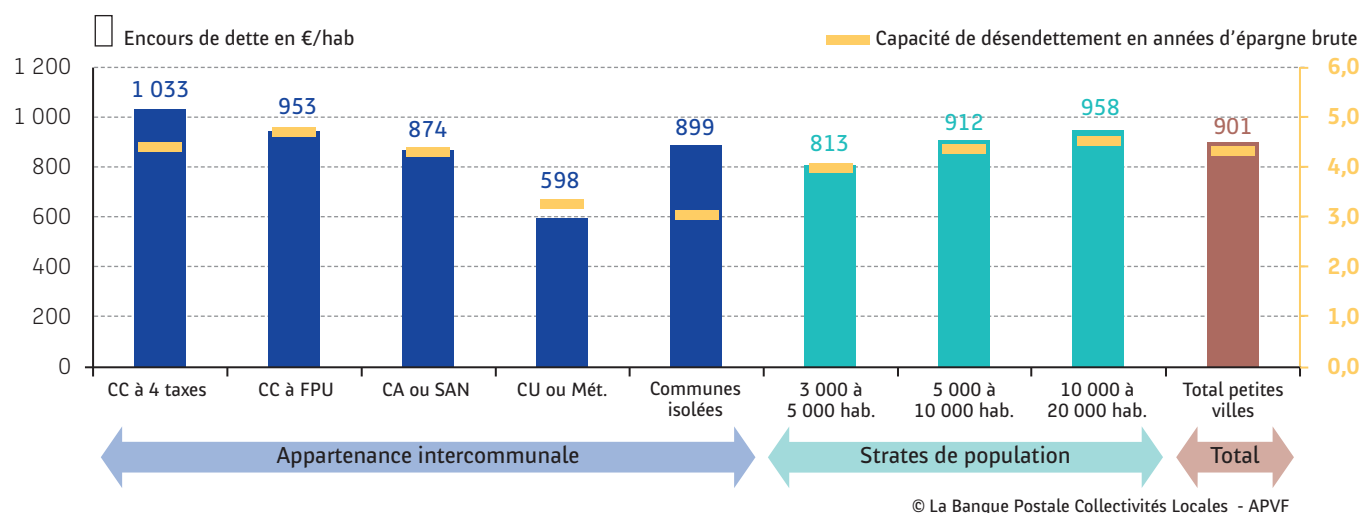
L'encours de dette des petites villes s'élève à 18,5 milliards d'euros fin 2013. Il représente 11 % de la dette des collectivités locales. Dans la mesure où cet encours est un stock, il cumule des effets sur plusieurs années, ce qui accentue les disparités entre territoires. Ainsi, l'encours moyen s'élève à 901 euros par habitant mais 1 petite ville sur 4 affiche un stock de dette supérieur à 1 086 euros par habitant et 1 sur 4, un niveau inférieur à 481 euros par habitant.

L'appartenance intercommunale a également un impact sur l'endettement, en lien avec le niveau des investissements. Les villes membres d'une communauté de communes affichent un niveau de dette de 977 euros par habitant et 874 euros par habitant pour celles appartenant à une communauté d'agglomération contre moins de 598 euros par habitant pour celles qui sont membres d'une communauté urbaine.

La santé financière des petites villes (mesurée par la capacité de désendettement) est globalement bonne puisque, en moyenne, l'encours de dette représente l'équivalent de 4,3 années d'épargne brute. Mais ce ratio tend à se détériorer sur les dernières années ; il est passé de 3,8 à 4,3 en 3 ans.

Cette dégradation reste un sujet de préoccupation et notamment pour celles dont la capacité de désendettement est d'ores et déjà supérieure à 10 ans. Elles étaient 440 dans ce cas en 2013 (14 % des petites villes).

Niveaux d'encours de dette et capacité de désendettement des petites villes en 2013



Le niveau de trésorerie à fin 2013 représente 5,6 milliards d'euros soit l'équivalent de 72 jours de dépenses annuelles totales (hors remboursement de la dette). Ce montant, figurant à l'actif des villes, est proportionnellement plus important pour les villes de 3 000 à 5 000 habitants (96 jours de dépenses), celles de 10 000 à 20 000 habitants (55 jours de dépenses) disposant assez logiquement d'outils et de techniques de gestion de trésorerie plus développés.

En euros par habitant	Communes appartenant à :					Communes de :			
	CC à 4 taxes	CC à FPU	CA ou SAN	CU ou Mét.	Communes isolées	3 000 à 5 000 hab.	5 000 à 10 000 hab.	10 000 à 20 000 hab.	Total petites villes
Dépenses de fonctionnement	1 096	933	1 037	970	1 549	847	1 006	1 168	1 019
Recettes de fonctionnement	1 331	1 136	1 241	1 153	1 844	1 053	1 215	1 380	1 228
Recettes fiscales yc attribution de compensation	757	686	783	750	1 182	622	748	868	755
Dotations et participations	390	285	293	259	433	271	299	339	305
Épargne brute	235	203	203	183	295	205	209	212	209
Recettes d'invest. hors dette	140	126	136	91	167	131	130	129	130
Dépenses d'invest. hors dette	411	363	372	321	544	369	376	380	375
Flux net de dette	4	6	3	23	17	9	2	8	6
Encours de dette	1 033	953	874	598	899	813	912	958	901
Nombre de communes	512	1 179	1 127	221	63	1 470	1 115	517	3 102
Population (en millions)	2,956	6,979	8,218	1,763	0,587	5,632	7,722	7,149	20,503
Pop. moyenne par ville	5 773	5 920	7 292	7 976	9 316	3 831	6 925	13 829	6 610



L'exemple de l'année 2013, dernier exercice budgétaire pour lequel les données individuelles sont disponibles, fait ressortir des situations financières très diversifiées entre les petites villes.

Dans le contexte financier de plus en plus contraint en matière de ressources de fonctionnement (poursuite de la baisse des dotations et difficultés pour mobiliser la fiscalité), la question de l'évolution de ces situations individuelles et du maintien de l'autofinancement se pose.

Le défi du maintien des capacités d'autofinancement de 2015 à 2017

Les petites villes vont devoir faire face, comme les autres niveaux de collectivités, à la baisse amplifiée des dotations de 2015 à 2017.

Afin d'avoir une vision théorique de ce qui pourrait se produire sur leurs finances d'ici 2017, une projection est envisagée. Pour arriver à des observations 2017, des hypothèses doivent être choisies pour faire évoluer les grands postes composant l'épargne brute - solde déterminant pour anticiper les grands équilibres (autofinancement, dépenses d'investissement et dette).



Fort du constat que les petites villes présentent des disparités et grâce à la connaissance des situations individuelles, il est décidé de différencier les hypothèses par groupe de petites villes, en travaillant sur les 3 040 petites villes de France métropolitaine.

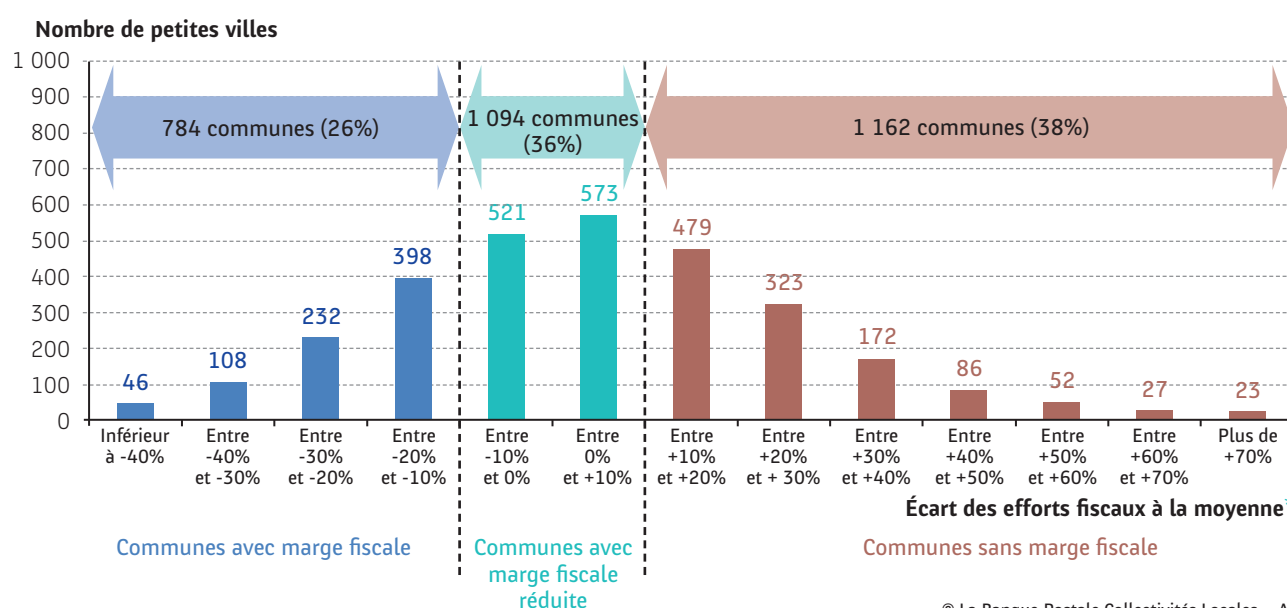
1. Simulation des recettes de fonctionnement

1.1 Distinction des petites villes en fonction de la marge fiscale théorique

Un critère de marge fiscale théorique est pris en compte : l'écart des efforts fiscaux à la moyenne de chaque strate*.

Il en ressort 3 groupes ayant les caractéristiques théoriques suivantes :

- Communes avec marge fiscale
- Communes avec marge fiscale réduite
- Communes sans marge fiscale



* Effort fiscal moyen de la strate démographique à laquelle appartient la commune. Pour les petites villes, il en existe 6 : 2 000 à 3 499 habitants, 3 500 à 4 999, 5 000 à 7 499, 7 500 à 9 999, 10 000 à 14 999 et 15 000 à 20 000.

1.2 Choix des hypothèses

Les évolutions 2015 - 2017 relatives à la fiscalité seront différentes en fonction des groupes précédemment déterminés :

- Petites villes sans marge fiscale : pas d'effet taux sur la période
- Petites villes avec marge fiscale réduite : effet taux de + 1 % par an
- Petites villes avec marge fiscale : effet taux de + 2 % par an

L'évolution des bases est estimée à + 2,3 % par an pour l'ensemble des petites villes.

Ces hypothèses sont purement théoriques, puisque dans la pratique, l'utilisation du levier fiscal repose sur bien d'autres critères (situation des contribuables, politiques d'abattement, engagements politiques, décisions antérieures ...).

Pour les autres recettes, il n'y a pas de différenciation par groupe :

- une estimation de la baisse des dotations est appliquée de 2015 à 2017 (à partir des montants de réduction des dotations annoncés en avril 2014 et entérinés dans la loi de finances pour 2015, et en conservant les modalités de calculs qui ont prévalu en 2014) ;
- les évolutions individuelles du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales appliquées sont celles qui ont été fixées en loi de finances pour 2012 au niveau national ;
- les montants de dotation de solidarité urbaine, dotation de solidarité rurale et de la dotation nationale de péréquation sont définis en 2015 à partir des évolutions décidées en loi de finances pour 2015. Pour 2016 et 2017, les montants sont figés ;
- le fonds national de garantie individuelle des ressources est isolé et considéré comme stable sur la période ;
- les autres recettes évoluent pour toutes les villes de la même façon (+ 2,0 % par an, de 2015 à 2017).

1.3 Résultats

Marge fiscale théorique	Nombre de communes	Recettes réelles de fonctionnement		
		2014 en Mds€	2017 en Mds€	Évol moy. annuelle 2017/2014
Avec marge	784	7,0	7,1	+0,6%
Marge réduite	1 094	8,5	8,5	+0,3%
Sans marge	1 162	9,2	9,2	-0,1%
Total	3 040	24,6	24,8	+0,2%

Ces premiers résultats témoignent d'une double difficulté rencontrée par les petites villes : une grande majorité d'entre elles ne dispose pas ou peu de marges fiscales et pour celles qui auraient encore la possibilité d'actionner le levier fiscal, force est de constater que les ressources générées seraient relativement faibles. En effet, en répartissant les petites villes en fonction d'un indicateur sur leur marge de manœuvre fiscale, et en créant des hypothèses d'évolution sur les différents postes, on peut observer que la croissance théorique estimée pour les recettes de fonctionnement des petites villes est de + 0,2 % en moyenne annuelle de 2014 à 2017.

Cette évolution est de + 0,6 % pour celles pouvant actionner le levier fiscal, et de + 0,3 % pour les petites villes ayant une marge fiscale réduite. On observe même une baisse de 0,1 % en moyenne annuelle pour les petites villes n'ayant pas de marge fiscale.

Entre les communes pour lesquelles l'utilisation du levier fiscal est théoriquement envisageable et celles pour lesquelles il est probablement exclu, l'écart de croissance annuelle des recettes de fonctionnement peut donc être évalué à 0,7 point.



Fort de ces constats en recettes, peut-on envisager que les petites villes puissent préserver leur niveau d'épargne brute de 2014 ?

2. Conséquences et anticipations sur les dépenses de fonctionnement

2.1 Détermination des dépenses de fonctionnement pour un maintien de l'épargne brute à l'horizon 2017

Les dépenses réelles de fonctionnement de 2017 nécessaires à un maintien de l'épargne brute à son niveau de 2014 sont obtenues par soustraction entre les recettes réelles de fonctionnement 2017 (déterminées à l'étape précédente) et l'épargne brute 2014. Les résultats, différenciés en fonction des trois groupes définis à partir des marges fiscales, sont les suivants :

Marge fiscale théorique	Nombre de communes	Dépenses réelles de fonctionnement théoriques (pour un maintien de l'épargne brute au niveau de 2014)		
		2014 en Mds€	2017 en Mds€	Évol. moy. annuelle 2017/2014
Avec marge	784	5,7	5,8	+0,7%
Marge réduite	1 094	7,1	7,2	+0,3%
Sans marge	1 162	7,9	7,8	-0,1%
Total	3 040	20,7	20,8	+0,3%

Il apparaît que l'ensemble des petites villes, quelle que soit leur situation financière, devront faire un effort très contraignant, en matière de dépenses réelles de fonctionnement, si elles souhaitent préserver leur niveau d'épargne brute à l'horizon 2017. Les dépenses réelles de fonctionnement de 2017 calculées pour obtenir des niveaux d'épargne brute identiques à ceux de 2014 et obtenues à partir des recettes de fonctionnement estimées pour 2017, sont évaluées à 20,8 milliards d'euros. Cela implique une évolution moyenne annuelle de + 0,3 % entre 2014 et 2017 pour l'ensemble des petites villes, avec de fortes disparités entre celles qui ont des marges de manœuvre fiscales, qui affichent une croissance de + 0,7 % par an, et celles qui n'ont pas de marge fiscale, avec - 0,1 % par an.

Ainsi, même en différenciant les petites villes selon un critère de marge fiscale, chaque groupe affiche des évolutions de dépenses de fonctionnement très difficiles à atteindre pour un maintien de l'épargne brute à son niveau de 2014.



Dans les faits, les capacités de maîtrise des dépenses réelles de fonctionnement dépendront de facteurs multiples, et notamment des efforts déjà consentis, du rôle de l'intercommunalité et de la situation sociodémographique des territoires. Sur ce dernier point, un critère de charges communément utilisé, le revenu par habitant des populations, peut être introduit pour différencier les petites villes en fonction du niveau de contraintes qui pèse sur leurs dépenses.

2.2 Anticipations possibles sur les dépenses de fonctionnement, sous contraintes

L'analyse du revenu par habitant des populations des petites villes (utilisé ici comme critère de charges) conduit à une répartition en trois groupes théoriques :

- Les petites villes ayant des charges contraintes : revenu par habitant inférieur à 12 000 euros
- Celles ayant des charges moyennement contraintes : revenu par habitant compris entre 12 000 et 15 000 euros
- Celles ayant des charges moins contraintes : revenu par habitant supérieur à 15 000 euros

Il est à noter que les critères de charges et leur niveau de contraintes ne se limitent pas qu'au revenu par habitant. Mais le modèle proposé ici part du principe que les efforts envisageables sur la maîtrise des dépenses réelles de fonctionnement dépendront entre autres de ce critère.

Pour évaluer les évolutions théoriques des dépenses de fonctionnement de 2015 à 2017, l'étude part des évolutions estimées de ces mêmes dépenses entre 2013 et 2014 pour chacun des groupes, auxquelles elle applique une minoration reflétant une logique d'effort budgétaire dans un contexte de ressources contraintes. Ces minoration sont plus ou moins importantes en fonction des trois profils :

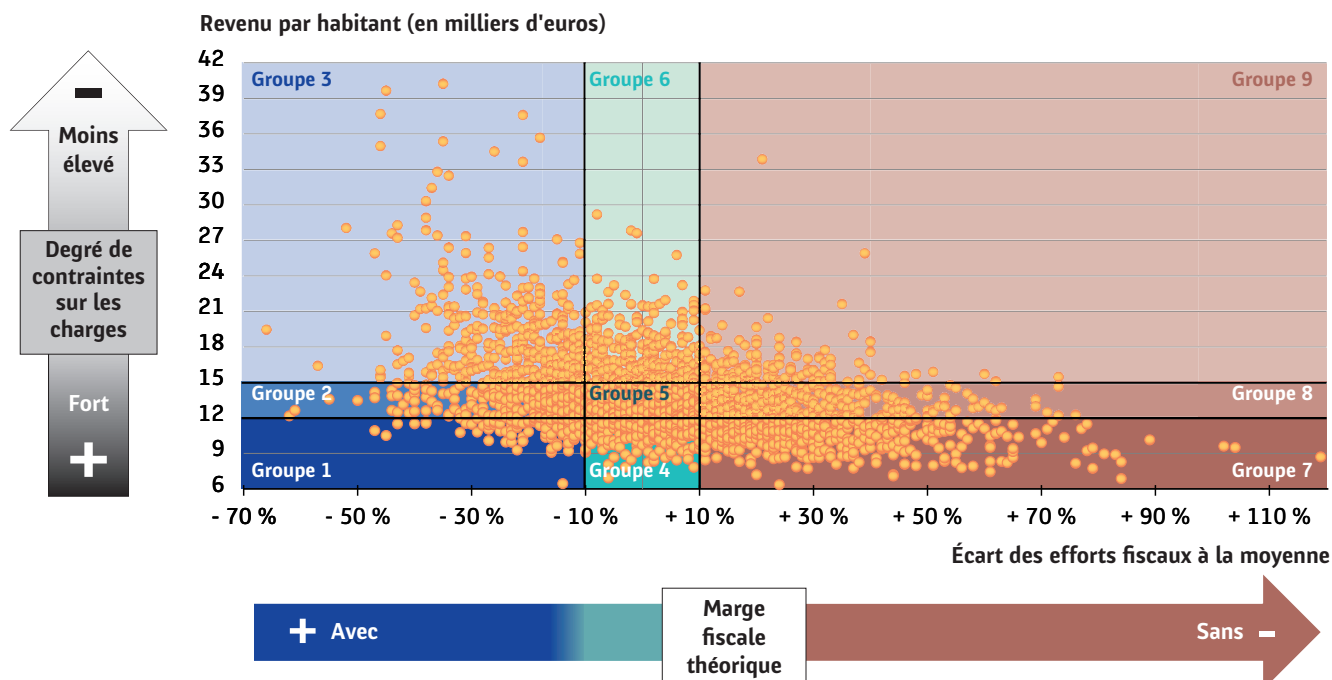
- Pour les petites villes ayant des charges contraintes, - 0,5 %
- Pour celles ayant des charges moyennement contraintes, - 1 %
- Pour celles ayant des charges moins contraintes, - 1,5 %

Critère théorique de charges	Nombre de communes	Dépenses réelles de fonctionnement				
		2014 en Mds€	Évolution estimée 2014/2013 (1)	Minoration (2)	Taux d'évolution moyen annuel 2017/2014 (1)-(2)	2017 en Mds€
Charges contraintes	1 039	7,1	+2,1%	-0,5%	+1,6%	7,4
Charges moy. contraintes	1 182	7,2	+2,5%	-1,0%	+1,5%	7,6
Charges moins contraintes	819	6,4	+2,3%	-1,5%	+0,8%	6,5
Total	3 040	20,7	+2,3%	-1,0%	+1,3%	21,5

3. Résultats croisés des deux critères et conséquences sur les niveaux d'épargne brute

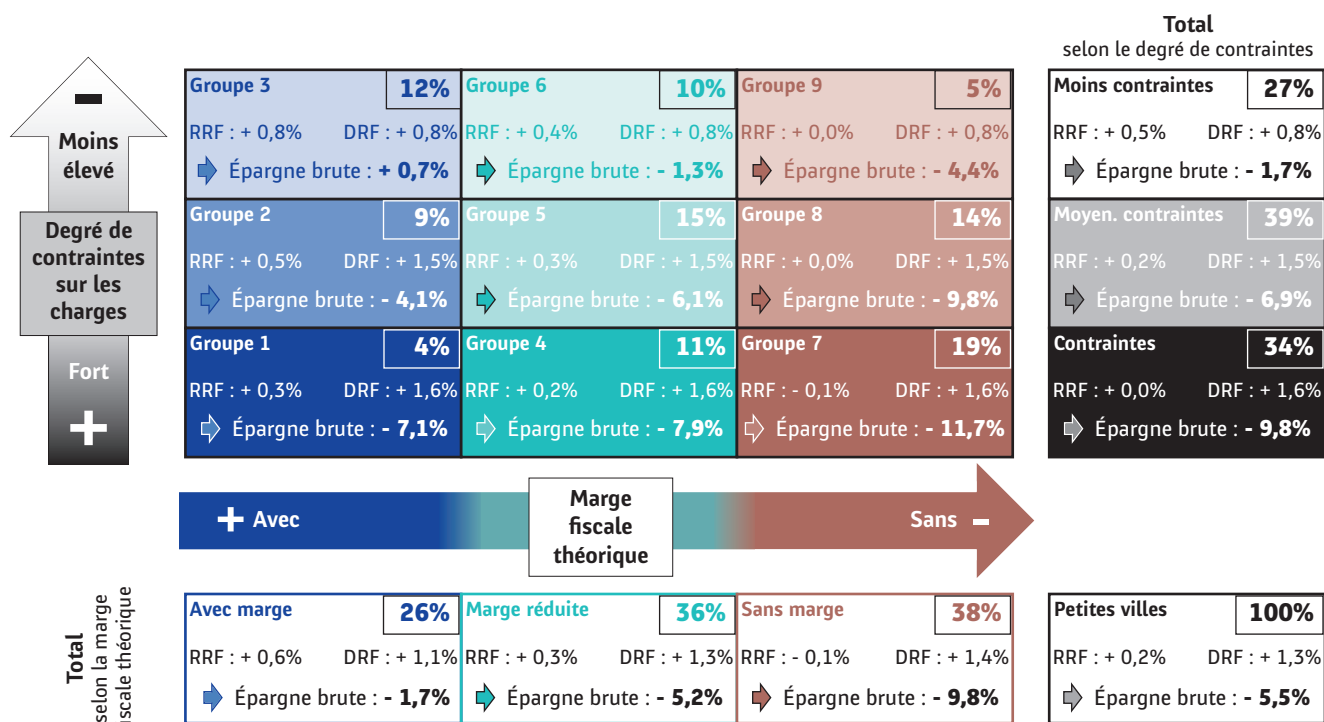
En rapprochant les hypothèses formulées dans les deux étapes précédentes sur les recettes et dépenses de fonctionnement, on distingue 9 groupes de villes classés en fonction des deux critères, celui de la marge fiscale et celui du revenu par habitant.

Répartition des petites villes en fonction de leur marge fiscale et du revenu de leurs habitants



La mise en relation de ces deux paramètres permet de mettre en lumière des différences de situations fortes entre ces groupes, allant de situations plus favorables avec des marges fiscales théoriques envisageables et un degré de contraintes sur les dépenses moins élevé (groupe 3), à des marges théoriques réduites et un degré de contraintes fort sur les dépenses (groupe 7). Ces différents profils vont conduire à des situations financières théoriques en 2017 disparates.

Synthèse des évolutions annuelles moyennes entre 2014 et 2017 pour chacun des neuf groupes



% : part que représente le groupe dans la population et dans le nombre des petites villes

RRF : recettes réelles de fonctionnement

DRF : dépenses réelles de fonctionnement

↳ : entraîne

En différenciant neuf groupes à l'aide de deux critères, un sur les marges fiscales et l'autre sur les contraintes liées aux dépenses de fonctionnement, on observe que les neuf situations conduisent à des recettes de fonctionnement en très légère progression sur la période 2014-2017, voire en baisse, et que les évolutions possibles des dépenses de fonctionnement se situent entre + 0,8 % et + 1,6 % par an, soit une moyenne de + 1,3 %, inférieure de 1 point à la hausse observée en 2014. Ces situations conduisent quasi-systématiquement à des baisses annuelles de l'épargne brute. Le plus fort repli (- 11,7 % par an) correspond logiquement au groupe sans marge fiscale et à revenus faibles (donc à contraintes fortes sur les dépenses), et le seul groupe en hausse (groupe 3 avec + 0,7 % par an), est celui des villes ayant une marge fiscale et une population avec des revenus élevés.

En appliquant une utilisation du levier fiscal quand cela est possible et en prenant en compte des évolutions de dépenses de fonctionnement théoriques correspondant à un critère de charges (le revenu par habitant), la situation financière projetée d'ici 2017 affiche une détérioration de l'épargne brute de 5,5 % par an sur l'ensemble des petites villes.

Pour une commune sur quatre, ce repli est supérieur à 10 % par an.



Compte tenu des observations sur l'évolution et les niveaux d'épargne brute théorique obtenus pour les petites villes à l'horizon 2017, une interrogation sur la section d'investissement apparaît.

Si l'épargne brute devait enregistrer cette baisse de 5,5 % par an entre 2014 et 2017, et avec une hypothèse d'**encours de dette stable** entre 2014 et 2017, la capacité de désendettement* passerait à 5,4 années en 2017 (contre 4,6 en 2014).

Pour certaines villes, le recours à l'endettement est toutefois envisageable. En partant des situations individuelles et en appliquant des évolutions différenciées** sur leur capacité de désendettement, une hausse de l'encours de dette de 1,5 milliard d'euros peut être simulée pour les petites villes entre 2014 et 2017. Elle correspond à une hausse annuelle moyenne de 2,6 %.

Tout en ne fournissant pas de marge à l'ensemble des petites villes, puisqu'elle serait concentrée sur 47 % d'entre elles, cette progression de l'encours permettrait d'envisager une stabilisation de l'investissement mais pas un cycle de reprise classique pour une fin de mandat.

Cependant, cette augmentation de l'encours de dette participerait à une augmentation de la dette publique au sens de Maastricht et pourrait être interprétée comme contraire aux objectifs européens. Par nature, ce recours ne peut ainsi apparaître comme une solution pleinement satisfaisante puisqu'il ne peut pallier la baisse des dotations et ne permettrait pas d'éviter, pour une majorité des petites villes, la chute des investissements publics locaux à l'horizon 2017, par rapport au mandat précédent.

* nombre théorique d'années d'épargne brute nécessaires à l'extinction du stock de la dette

** augmentation de l'encours de dette pour celles dont le ratio est inférieur à 5 ans, stabilisation pour celles dont le ratio est compris entre 5 et 7 ans et diminution pour les autres.



COLLECTIVITÉS LOCALES

Publication de la Direction des études de la Banque Postale Collectivités Locales en partenariat avec l'Association des Petites Villes de France - Juillet 2015
La reproduction totale ou partielle du présent document doit s'accompagner de la mention La Banque Postale Collectivités Locales - APVF

